

L'Etat doit se retirer de l'économie

Gustave de Molinari (1819-1912)

Notions fondamentales d'Economie politique et programme économique, (1891), *Partie III : Programme économique, Chapitre III : « La Simplification de l'Etat ».*

Aussi longtemps que « l'État » a été une forteresse continuellement assiégée ou menacée de l'être, le gouvernement chargé de la défendre a eu et dû avoir pour mission principale d'entretenir et de développer la puissance destructive indispensable à sa sécurité. De cette condition nécessaire d'existence de l'État dérivait, comme nous l'avons vu, le mode de constitution et les attributions du pouvoir dirigeant, les charges et les servitudes de tout genre qu'il imposait à la population, et auxquelles elle se soumettait pour échapper au péril toujours imminent de la destruction ou de l'asservissement. Ce pouvoir dirigeant devait être investi, pour remplir sa mission, d'une autorité souveraine et d'attributions pour ainsi dire illimitées. La nécessité de pourvoir à la sécurité extérieure de l'État impliquait celle de veiller au maintien de la sécurité intérieure, toute atteinte à la vie et à la propriété des individus, à plus forte raison toute rébellion contre le pouvoir, chargé de sauvegarder l'existence de l'État, étant une cause d'affaiblissement nuisible en tous temps et surtout aux époques et dans les régions où cette « forteresse » était exposée aux attaques d'ennemis nombreux et redoutables. Après avoir pourvu à la constitution et au recrutement d'une garnison capable de déployer la puissance destructive nécessaire à la sécurité extérieure, il fallait organiser une police politique et civile qui assurât l'ordre intérieur. Il fallait encore assurer l'approvisionnement permanent de la forteresse, en protégeant l'agriculture et l'industrie contre la concurrence intermittente de l'étranger, et même, dans le cas fréquent où la concurrence demeurait insuffisante à l'intérieur pour régler utilement les prix, il fallait que le pouvoir dirigeant intervint pour y suppléer, soit en établissant un tarif régulateur, soit en apportant sa sanction aux coutumes qui l'établissaient, de manière à empêcher les producteurs, les capitalistes, parfois aussi les ouvriers, d'abuser du monopole naturel que leur valait le défaut de sécurité extérieure et de moyens de communication. Le pouvoir dirigeant était encore fondé à intervenir pour proportionner le nombre des entreprises aux besoins d'un marché limité, se charger de celles auxquelles l'industrie privée ne suffisait point et même pour empêcher, par des lois somptuaires, le gaspillage des revenus des particuliers, source des revenus de l'État. Ces différentes fonctions, il les remplissait avec plus ou moins d'efficacité : l'État, dans lequel elles étaient le mieux remplies, où il était le plus complètement et exactement pourvu à toutes les nécessités qu'impliquait l'état de guerre, avait la plus grande chance de se conserver et de l'emporter sur ses rivaux dans l'arène de la concurrence destructive.

Mais du moment où la sécurité du monde civilisé s'est trouvée assurée, cet appareil de protection pouvait être successivement réduit. Il n'était plus nécessaire de soumettre les « consommateurs de sécurité » aux servitudes politiques et militaires qu'exigeait la production de cet article indispensable, puisqu'ils n'étaient plus exposés au risque de

destruction ou d'asservissement que leur faisaient courir les invasions du monde barbare. On pouvait encore renoncer à les soumettre aux servitudes économiques, qui assuraient leurs approvisionnements et leurs moyens d'existence, aux règlements et aux coutumes qui refrénaient des monopoles que l'extension de la sécurité et le développement des communications faisaient disparaître. Tout cet appareil lourd et compliqué devenait nuisible en cessant d'être nécessaire. Les fonctions de l'État pouvaient être simplifiées et réduites à l'assurance de la vie et des biens des individus contre les risques intérieurs et extérieurs, ceux-ci diminués sinon annulés : en même temps la multitude des impôts et charges qu'exigeait la vieille *machinery* du gouvernement, pouvaient être remplacés par une prime d'assurance que la concurrence entre les assureurs, la servitude politique ayant disparu, aurait fini par abaisser au niveau minimum des frais de production de la sécurité¹. Nous avons analysé les causes qui ont empêché la réalisation de cette réforme d'un régime qui avait perdu sa raison d'être. Nous avons vu comment les intérêts engagés dans ce régime ont réussi à en conserver les parties essentielles, comment ils ont prolongé artificiellement l'existence de l'état de guerre, maintenu et développé l'appareil de la paix armée, accru au lieu de les réduire les attributions et les fonctions des gouvernements. Mais, nous avons constaté aussi que l'accroissement du nombre des fonctions et des attributions des gouvernements est en opposition avec la loi naturelle de l'économie des forces, que les services publics, l'enseignement, la poste, le télégraphe, etc., etc., sont incapables de soutenir la concurrence des services privés². Non seulement les gouvernements produisent à plus grands frais et en moindre qualité les articles qu'ils ont annexés à celui qui est l'objet naturel de leur industrie, mais la dispersion antiéconomique de leurs forces a pour résultat d'enrayer les progrès de cette industrie, les services de la justice et de la police demeurant partout dans un état d'imperfection grossière ; enfin, les impôts croissants que nécessite cette prolongation et cette aggravation d'un régime qui a cessé d'avoir sa raison d'être, infligent aux nations civilisées une double charge : celle du tribut qu'ils prélèvent et celle des servitudes fiscales auxquelles ils les assujettissent et qui dépassent fréquemment le poids même du tribut.

¹ Voir les *Questions d'économie politique et de droit public*, progrès réalisés dans les usages de la guerre. T. II, page 277. Voir la *Morale économique. Appendice. Projet d'association pour l'établissement d'une Ligue des neutres*. Voir *Les lois naturelles, L'abolition de la servitude politique*. p. 238.

² Une démonstration détaillée de l'infériorité des services publics comparés aux services privés, sous le double rapport de la qualité et du prix, exigerait à elle seule un ouvrage spécial. Nous avons esquissé cette démonstration dans les *Soirées de la rue Saint-Lazare*, et nous n'avons cessé de la poursuivre, depuis plus de quarante ans dans la série de nos publications. Avons-nous besoin d'ajouter qu'elle a été un des principaux objets des travaux de la plupart des économistes dignes de ce nom, Adam Smith. J. B. Say. Ch. Dunoyer, Bastiat, Joseph Garnier. Tous ont été d'accord pour combattre l'extension des attributions de l'État. Leurs successeurs ont suivi leurs traces, et c'est le mérite des économistes français d'avoir résisté résolument au socialisme d'État, aujourd'hui prédominant en Allemagne, en Italie, aux États-Unis, et propagé en Angleterre par l'école de Stuart Mill.

Nous nous bornerons à signaler sur la question générale des attributions de l'État, le *Traité d'économie politique*, de M. Courcelle Seneuil, les *Leçons d'économie politique*, de M. Frédéric Passy. les *Progrès de la science économique*, de M. Maurice Block, le *Manuel d'économie politique*, de M. H. Baudrillard, le *Traité d'économie politique*, de Charles Lehardy de Beaulieu, l'*État moderne et ses fonctions*, de M. Paul Leroy Beaulieu, le *Socialisme d'État* de M. Léon Say. — Sur la question spéciale de l'Enseignement, les *Lettres sur l'enseignement des collèges*, de Ch. Clavel, les articles de M. Rouxel dans le *Journal des Économistes*. Sur l'intervention du gouvernement en matière de crédit : *Le crédit et les banques*, de Ch. Coquelin, la *Liberté des banques*, de Horn, l'*Histoire des banques en France*, de M. A. Courtois. *La Monnaie, le crédit et l'impôt*, de M. G. du Puynode, etc., etc.

Simplifier l'État, réduire les gouvernements au rôle de producteurs de sécurité, en leur enlevant toutes les attributions et fonctions qu'ils ont usurpées et usurpent chaque jour sur le domaine de l'activité privée, en un mot, substituer à l'État socialiste, en voie de devenir le producteur universel, l'*État-Gendarme* des pères de l'Économie politique, tel est le troisième article, et non le moins important, d'un programme économique.